

Unité départementale des Yvelines
Pôle Elevages Ouest
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 21/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/08/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EGGFARMS SAS

453 BD DE LA REPUBLIQUE
62232 Annezin

Code AIOT : 0059100019

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/08/2024 dans l'établissement EGGFARMS SAS implanté Lieu-dit La Michaudière 91470 Forges-les-Bains. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est conduite dans le cadre de l'action nationale visant au contrôle de la gestion de l'établissement relativement aux émissions atmosphériques d'ammoniac et conformément aux meilleures techniques disponibles issues du BREF IRPP (élevages intensifs de volailles et de porcins).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EGGFARMS SAS (précédemment EGGTEAM)
- Lieu-dit La Michaudière 91470 Forges-les-Bains
- Code AIOT : 0059100019
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est classé sous le régime de l'autorisation par l'arrêté préfectoral du 28 mars 2013, pour les rubriques 2111 (activité d'élevage, vente, etc. de volailles, gibier à plumes, à l'exclusion d'activités spécifiques visées à d'autres rubriques). L'activité relève de la directive 2010/75/UE dite IED (directive relative aux émissions industrielles), au titre de la rubrique 3660-a Élevage intensif, créée par le décret n° 2013-375 du 2 mai 2013, en raison de son activité d'élevage de 160 000 poules pondeuses.

Les activités sont encadrées par les dispositions de l'arrêté ministériel du 27/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Thème de l'inspection : Action nationale 2024 - Ammoniac élevage IED

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'équipe d'inspection constate sur site la présence de 3 bâches souples d'un volume total de 700 m³ contenant les effluents aqueux issus de la campagne de décontamination des installations conduite en début d'année 2024. L'exploitant doit proposer à l'Inspection des installations classées les modalités de l'élimination de ces quantités d'effluents selon des méthodes respectueuses de l'environnement et dans le respect des précautions sanitaires.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Gestion nutritionnelle	Décision d'exécution du 15/02/2017, article MTD 3	Sans objet
2	Émissions dues au stockage des effluents d'élevage solides	Décision d'exécution du 15/12/2017, article MTD 14	Sans objet
3	Émissions résultant de l'ensemble du processus de production	Décision d'exécution du 15/12/2017, article MTD 23	Sans objet
4	Surveillance des émissions et des paramètres de procédé	Décision d'exécution du 15/12/2017, article MTD 24	Sans objet
5	Émissions d'ammoniac des bâtiments d'hébergement de poules pondeuses	Décision d'exécution du 15/12/2017, article MTD 31	Sans objet
6	Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4	Sans objet
7	Propreté - insectes - rongeurs	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10 et Arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 24 août 2023, article 1	Sans objet
8	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Sans objet
9	Eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24	Sans objet
10	Prévention des accidents et des pollutions	Lettre du 22/01/2024 et Arrêté préfectoral du 28 mars 2013	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle permet de conclure à la conformité des installations et de leur exploitation par rapport aux meilleures techniques disponibles relatives à la maîtrise des émissions atmosphériques d'ammoniac, définies dans le document européen de référence (BREF, pour Best REferences, et la décision d'exécution qui le rend opposable).

De plus, l'ensemble des non-conformités formulées consécutivement à l'inspection du 3 août 2023 ont été levées et en particulier celle ayant fait l'objet de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence n° 2023-PREF/DCPPAT/BUPPE/151 du 24 août 2023 et pour laquelle le retour à la conformité a été atteint au moyen de l'installation de 2 séchoirs à fientes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion nutritionnelle

Référence réglementaire : Décision d'exécution du 15/02/2017, article MTD 3
Thème(s) : Élevage, Gestion nutritionnelle
Prescription contrôlée : Afin de réduire l'azote total excrété et, par conséquent, les émissions d'ammoniac, tout en répondant aux besoins nutritionnels des animaux, la MTD consiste à recourir à une alimentation et à une stratégie nutritionnelle faisant appel à une ou plusieurs des techniques (3) ci-dessous : (a) Réduire la teneur en protéines brutes par un régime alimentaire équilibré en azote, tenant compte des besoins énergétiques et des acides aminés digestibles. (b) Alimentation multiphase au moyen d'aliments adaptés aux besoins spécifiques de la période de production. (c) Ajout de quantités limitées d'acides aminés essentiels à un régime alimentaire pauvre en protéines brutes. (d) Utilisation d'additifs autorisés pour l'alimentation animale qui réduisent l'azote total excrété. (3) Les techniques sont décrites dans la section 4.10.1. Les orientations d'organismes européens ou internationaux reconnus (par exemple, le document d'orientation de la CEE-ONU sur les solutions possibles pour atténuer les émissions d'ammoniac (« Options for ammonia mitigation ») peuvent fournir des informations sur l'efficacité des techniques de réduction des émissions d'ammoniac. ***** Dossier de réexamen IED - EGGTEAM - 22 janvier 2020 ***** L'exploitant a déclaré appliquer les techniques (a) à (c).
Constats : L'exploitant explique que : - les poules des élevages français proviennent de 5 couvoirs produisant différentes « souches » de poules ; - les poules de l'établissement sont de souche « Lohmann » ; - les généticiens qui fournissent les animaux produisent des recommandations alimentaires pour l'optimisation de l'élevage ; - la société LIOT à laquelle appartient l'établissement EGGFARMS de la Michaudière dispose d'un

<p>cahier des charges notamment pour s'assurer de la qualité nutritionnelle de l'alimentation des poules ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - la nourriture des poules est principalement composée de céréales (blé et maïs), d'une source de protéines (tourteau de tournesol ou de colza, par exemple), de minéraux (en particulier Calcium pour la formation de la coquille) et d'acides aminés (lysine) et doit présenter une granulométrie relativement constante pour permettre aux poules de reconnaître les aliments ; - l'élevage des poules comprend essentiellement 2 phases dont la première correspond à la croissance de l'animal et dure environ 35 semaines, l'alimentation est adaptée à chacune de ces phases ; - les besoins en azote de l'animal sont plus importants dans la phase de croissance. <p>L'équipe d'inspection consulte le cahier des charges de l'exploitant (document intitulé « Cahier des charges fournisseurs aliments », référencé S01-révision0 et diffusé le 22/03/2021) et constate qu'il exige que le fournisseur détaille le contenu de l'aliment, que des prélèvements d'échantillons soient réalisés à chaque livraison et qu'il fixe un niveau de granulométrie ;</p> <p>L'équipe d'inspection se fait présenter un bon de livraison de la société UNEAL COOPERATIVE et constate qu'il porte la mention « A distribuer de 27 à 40 semaines » ce qui atteste bien de l'existence d'une alimentation multiphase.</p> <p>L'exploitant montre à l'équipe d'inspection un exemple d'échantillon prélevé sur une livraison.</p> <p>L'équipe d'inspection ne relève pas de non-conformité relativement à cette prescription.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Émissions dues au stockage des effluents d'élevage solides

Référence réglementaire : Décision d'exécution du 15/12/2017, article MTD 14
Thème(s) : Élevage, Émissions dues au stockage des effluents d'élevage solides
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de réduire les émissions atmosphériques d'ammoniac résultant du stockage des effluents d'élevage solides, la MTD consiste à appliquer une ou plusieurs des techniques (*) ci-dessous :</p> <p>(a) Réduire le rapport entre la surface d'émission et le volume du tas d'effluents d'élevage solides.</p> <p>(b) Couvrir les tas d'effluents d'élevage solides.</p> <p>(c) Stocker les effluents d'élevage solides dans un hangar.</p> <p>(*) Les techniques sont décrites dans la section 4.5.</p> <p>*****Dossier de réexamen IED - EGGTEAM - 22 janvier 2020*****</p> <p>L'exploitant a déclaré appliquer les techniques (a) à (c).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a récemment fait équiper ses installations de séchoirs à fientes (cf. fiche n°7 du présent rapport). Désormais opérationnels, ces dispositifs ont fait évoluer les modalités de gestion des fientes et feront évoluer à la baisse les émissions atmosphériques d'ammoniac de l'élevage en diminuant la surface d'échange entre le tas de fiente et l'atmosphère et la durée de séchage (débarrassées d'une plus grande partie de leur eau et de façon plus rapide, les fientes séchées conservent davantage d'ammoniac).</p> <p>L'équipe d'inspection constate que les fientes sont stockées dans un hangar et que les tapis</p>

roulants acheminant les fientes vers le séchoir et le hangar de stockage sont enfermés dans des gaines.
L'équipe d'inspection ne relève pas de non-conformité relativement à cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Émissions résultant de l'ensemble du processus de production

Référence réglementaire : Décision d'exécution du 15/12/2017, article MTD 23
Thème(s) : Élevage, Émissions résultant de l'ensemble du processus de production
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de réduire les émissions d'ammoniac résultant du processus de production global [...] de l'élevage de volailles, la MTD consiste à estimer ou calculer la réduction globale des émissions d'ammoniac obtenue, sur l'ensemble du processus de production, par l'application des MTD mises en œuvre dans l'installation d'élevage.</p> <p>*****Dossier de réexamen IED - EGGTEAM - 22 janvier 2020*****</p> <p>L'exploitant a déclaré la réduction globale des émissions d'ammoniac obtenue par comparaison avec un élevage standard.</p> <p>Poste d'émission NH3 // Emissions NH3 de l'élevage // Emissions de NH3 d'un élevage standard. Bâtiment d'élevage // 7 990 // 41 222. Stockage des effluents // 12 523 // 8 305. Epandage des effluents sur terres en propre // 0 // 7 002. Epandage des effluents sur terres mises à disposition // 0 // 0 Total // 20 514 // 56 528.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a effectué la déclaration de ses émissions et déchets dans l'outil GEREP concernant l'année 2023. Cette déclaration inclut le calcul de la réduction globale des émissions d'ammoniac obtenue par comparaison avec un élevage dit standard.</p> <p>L'équipe d'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que l'installation des séchoirs devrait impacter à la baisse les valeurs d'émissions qui seront déclarées pour l'année 2024.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Surveillance des émissions et des paramètres de procédé

Référence réglementaire : Décision d'exécution du 15/12/2017, article MTD 24
Thème(s) : Élevage, Surveillance des émissions et des paramètres de procédé
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La MTD consiste à surveiller, par une des techniques (*) suivantes et au moins à la fréquence indiquée, l'azote total [...] excrétés dans les effluents d'élevage.</p> <p>(a) Calcul une fois par an, pour chaque catégorie d'animaux, au moyen d'un bilan massique de l'azote [...] basé sur la prise alimentaire, la teneur en protéines brutes du régime alimentaire [...] et les performances des animaux.</p>

<p>(b) Estimation une fois par an, pour chaque catégorie d'animaux, au moyen d'une analyse des effluents d'élevage visant à déterminer la teneur en azote total [...].</p> <p>(*) Les techniques sont décrites dans la section 4.9.1.</p> <p>*****Dossier de réexamen IED - EGGTEAM - 22 janvier 2020*****</p> <p>L'exploitant déclare appliquer la technique (a)</p> <p>Constats : L'exploitant a effectué la déclaration GEREP concernant l'année 2023. Cette déclaration inclut le calcul de l'azote total excrété dans les effluents de l'élevage.</p> <p>L'équipe d'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que l'installation des séchoirs impactera à la baisse les valeurs d'émissions qui seront déclarées pour l'année 2024.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
--

N° 5 : Émissions d'ammoniac des bâtiments d'hébergement de poules pondeuses

<p>Référence réglementaire : Décision d'exécution du 15/12/2017, article MTD 31</p> <p>Thème(s) : Élevage, Émissions d'ammoniac des bâtiments d'hébergement de poules pondeuses</p> <p>Prescription contrôlée : Afin de réduire les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement de poules pondeuses [...], la MTD consiste à appliquer une ou plusieurs des techniques (*) ci-dessous.</p> <p>(a) Évacuation des effluents d'élevage au moyen de tapis de transport (dans le cas des systèmes de cages aménagées ou de cages non aménagées) avec au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une évacuation par semaine avec séchage à l'air ; ou • deux évacuations par semaine sans séchage à l'air. <p>[...]</p> <p>NEA-MTD pour les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement de poules pondeuses :</p> <p>Paramètre // Type d'hébergement // NEA-MTD (kg NH3 /emplacement/an).</p> <p>Ammoniac exprimé en NH3 // Système de cages // 0,02 - 0,08.</p> <p>Ammoniac exprimé en NH3// Système sans cages // 0,02 - 0,13 (**).</p> <p>[...]</p> <p>*****Dossier de réexamen IED - EGGTEAM - 22 janvier 2020*****</p> <p>L'exploitant déclare appliquer la technique (a) selon une fréquence d'une fois par semaine si les fientes sont séchées à l'air et 2 fois par semaine si elles ne sont pas séchées à l'air.</p> <p>L'exploitant déclare loger ses poules pondeuses en cage et avoir des émissions de NH3 s'élevant à 0,05 kg NH3/emplacement/an, la valeur limite étant fixée à 0,08 kg NH3/emplacement/an.</p> <p>Constats : L'installation des séchoirs à fientes a modifié les conditions d'exploitation en passant d'une évacuation bi-hebdomadaire des fientes à une évacuation quotidienne, ce qui améliore considérablement la situation de l'établissement en matières d'émissions atmosphériques d'ammoniac.</p>
--

La déclaration GEREP de l'exploitant fait état d'une émission d'ammoniac de 0,05 kg NH3/emplacement/an, la valeur limite étant fixée à 0,08kgNH3/emplacement/an. Les émissions atmosphériques à partir de cette année 2024 devraient connaître une baisse importante avec l'installation des séchoirs.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dossier installation classée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4
Suite de la visite d'inspection du 3 août 2023
Thème(s) : Élevage, Dossier
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation, constitué, le cas échéant, du registre d'élevage tel que prévu par le code rural et de la pêche maritime ; - les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir : - le registre des risques (article 14) ; - le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage (cf. Art. 23) - le plan d'épandage (cf. art. 27-2) et les modalités de calcul de son dimensionnement (cf. Art. 27-4) ; - le cahier d'épandage y compris les bordereaux d'échanges d'effluents d'élevage, le cas échéant (cf. Art. 37) ; - les justificatifs de livraison des effluents d'élevage à un site spécialisé de traitement, le cas échéant (cf. art. 30) et/ou le cahier d'enregistrement des compostages le cas échéant (cf. art. 39) et/ou le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents d'élevage si elle existe au sein de l'installation (cf. Art. 38) ; - les bons d'enlèvements d'équarrissage « (cf. article 34). <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p> <p><u>Rappel des conclusions de l'inspection du 03/08/2023 (NC 1) :</u></p> <p>L'Inspection des installations classées demande à l'exploitant de respecter les dispositions de l'article 4, en mettant en place sur le site de l'installation classée, un dossier comprenant toutes les pièces requises dans l'arrêté susvisé, en y incluant le suivi des opérations de maintenance et de contrôles effectués sur le site</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente à l'équipe d'inspection les documents d'enregistrement du suivi de maintenance des bâtiments P1 et P3. Le registre a été mis à jour le 14 novembre 2023.</p> <p>L'exploitant présente à l'équipe son dossier installations classées. <u>L'équipe d'inspection constate que le dossier est complet, ce qui permet de lever la non-conformité n° 20230803-NC-1.</u></p> <p>Cependant, en ce qui concerne le document « plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage » ce dernier n'est pas à jour : il doit être complété avec la mise en fonctionnement (en mai et juillet 2024) des deux séchoirs à fientes.</p> <p>L'équipe d'inspection demande à l'exploitant de procéder à la mise à jour dudit document.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Propreté - insectes - rongeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10 et Arrêté préfectoral de mesures d'urgence n°2023-PREF/DCPPAT/BUPPE/151 du 24 août 2023, article 1
Suite de la visite d'inspection du 3 août 2023
Thème(s) : Élevage, Lutte contre les nuisibles
Prescription contrôlée : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10 : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs, ainsi que pour en assurer la destruction. Arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 24 août 2023, article 1 : Dès la notification du présent arrêté, la société EGGFARM SAS, dont le siège social est situé 453, Bd de la République 62232 ANNEZIN, est tenue de respecter l'article 10 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 pour son site situé Lieu-dit « La Michaudière » sur la commune de FORGES-LES-BAINS (91 470) - en évacuant sans délai l'intégralité des fientes dans le hangar ; - en procédant ensuite à un enlèvement tous les dix jours, tant qu'il n'a pas mis en place de dispositif efficace pour éviter la prolifération des mouches. [...] <u>Rappel des conclusions de l'inspection du 03/08/2023 (NC 2) :</u> L'Inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre, sous un délai de trois mois, une étude technico-économique proposant des solutions pour assurer le stockage des fientes de mouches. Dans l'attente, il est également proposé d'imposer à l'exploitant, par un arrêté de mesures d'urgence, de mettre en place sans délai un enlèvement des fientes en présence, puis tous les dix jours, en fournissant au service de l'Inspection les bordereaux de suivi de déchets émis dans le cadre de ces collectes, jusqu'à la mise en place du dispositif choisi par l'exploitant pour éviter la prolifération des mouches. Constats : L'équipe d'inspection constate que l'exploitant a bien mis en place deux séchoirs à fientes fonctionnels, afin de prévenir toute formation d'un milieu favorable à la prolifération des mouches. Les séchoirs ont été mis en fonctionnement entre le mois de mai et juillet 2024. L'exploitant informe l'équipe d'inspection qu'un programme de maintenance annuel assuré par le fournisseur du dispositif sera respecté. Outre la lutte contre la prolifération de nuisibles, l'exploitant précise à l'équipe d'inspection que ces dispositifs permettent notamment une meilleure valorisation des fientes ainsi qu'une réduction du risque d'incendie lié au stockage des fientes humides. La mise en place des séchoirs de fientes par l'exploitant répond aux obligations mentionnées à l'article 1 ^{er} de l'arrêté de mesures d'urgence n°2023-PREF/DCPPAT/BUPPE/151 du 24 août 2023. En effet, l'équipe d'inspection ne constate pas de présence de mouches dans le hangar de stockage des fientes. De plus, l'exploitant déclare à l'équipe d'inspection qu'il procède à des enlèvements fréquents (dès lors que le stock atteint le volume d'emport d'un vecteur) car les fientes désormais asséchées n'ont plus besoin de subir une phase de maturation comme le nécessitaient les fientes

humides. Au regard des constats établis, l'équipe d'inspection considère que <u>l'exploitant a répondu aux prescriptions de l'arrêté de mesures d'urgence susvisé et que la non-conformité n° 20230803-NC-2 est levée.</u>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
Suite de la visite d'inspection du 3 août 2023
Thème(s) : Élevage, Sécurité électrique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.</p> <p>Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.</p> <p><u>Rappel des conclusions de l'inspection du 03/08/2023 (NC 3) :</u></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant, sous un délai de trois, de respecter cette disposition, en transmettant à l'Inspection les éléments permettant de connaître les suites données aux vérifications de la société en charge des contrôles des installations électriques.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente à l'équipe d'inspection le rapport de contrôle de ses installations électriques effectué par la société SOCOTEC (REF : n°du rapport : 981M0/24/2282) en date du 23 mai 2024.</p> <p>Les conclusions du rapport ne font mention d'aucune non-conformité ou indiquent que <i>"l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion."</i></p> <p>Par conséquent, l'équipe d'inspection considère que <u>la non-conformité n°20230803-NC-3 est levée.</u></p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24
Suite de la visite d'inspection du 3 août 2023
Thème(s) : Élevage, Collecte eaux pluviales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.</p>

Arrêté préfectoral d'autorisation du 28 mars 2013, au titre 4 :

"Gestion des eaux pluviales : les eaux pluviales non polluées sont séparées des eaux résiduelles et des effluents d'élevage et sont collectées vers un bassin de régulation de 240 m3."

Rappel des conclusions de l'inspection du 03/08/2023 (NC 4) :

L'Inspection demande à l'exploitant de lui fournir sous un délai de trois mois les justificatifs de connexion de gouttières des bâtiments P1 et P2 au réseau de collecte des eaux de pluie, vers le bassin de régulation.

Constats :

L'équipe d'inspection constate que les eaux pluviales provenant des toitures ne sont pas mélangées avec les effluents d'élevage. En effet, l'ensemble des bâtiments présents sur le site est équipé de gouttières permettant l'acheminement des eaux vers le réseau de collecte dédié. C'est à travers ce réseau que les eaux de toitures rejoignent le bassin de régulation de 240 m3 avant d'être évacuées vers le milieu naturel.

L'équipe d'inspection constate néanmoins que deux gouttières ne sont pas directement connectées au réseau de collecte. Ces dernières se situent au niveau de la façade Ouest du bâtiment le plus à l'Ouest du site, façade bordée d'une aire engazonnée. L'équipe d'inspection ne constate cependant pas de risque de mélange des eaux de toitures aux effluents d'élevage. Ces eaux ne sont également pas rejetées sur les aires d'exercice. Par conséquent, l'équipe d'inspection considère que la non-conformité n° 20230803-NC-4 est levée.

L'équipe d'inspection demande à l'exploitant de mettre tout en œuvre afin que lesdites gouttières soient connectées au réseau de collecte des eaux de toiture.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Prévention des accidents et des pollutions

Référence réglementaire : Lettre préfectorale du 22/01/2024, et TITRE 4 – Gestion des effluents et Gestion des eaux usées de l'arrêté préfectoral du 28/03/2013

Thème(s) : Élevage, Gestion des effluents de décontamination

Prescription contrôlée :

Lettre préfectorale à l'exploitant du 22/01/2024

« [...] Ces eaux de décontamination répondent en tous points à la définition d'un déchet donnée à l'article L545-1-1 du Code de l'environnement et, [...] doivent être évacuées et traitées [...] dans le respect des dispositions de traçabilité fixées par le Code de l'environnement

Afin de permettre à mes services de s'assurer de la bonne conduite de cette évacuation, [...], je vous demande de :

- me transmettre les relevés (avant et après opération) du ou des compteurs volumétriques équipant les réseaux d'eau qui serviront à fournir l'eau de la solution décontaminante ;
- m'indiquer les installations de traitement sur lesquelles vous prévoyez d'évacuer ces déchets[effluent issus de la décontamination].

[...]

Je vous rappelle également que vous vous êtes engagés en septembre dernier à installer et mettre en œuvre un dispositif de séchage des fientes avant l'arrivée de ces nouveaux animaux. Je vous demande donc de transmettre les justificatifs de commande, installation, et mise en service avant

réception des animaux. Ce point pourra à tout moment faire l'objet d'un contrôle par l'inspection des installations classées. »

Arrêté préfectoral du 28/03/2013 - TITRE 4 – Gestion des effluents :

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappes(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien des bâtiments et des annexes et les eaux susceptibles de ruisseler sur les aires bétonnées sont collectées par un réseau étanche et dirigées vers les installations de stockage ou de traitement des eaux résiduelles ou des effluents.

Arrêté préfectoral du 28/03/2013 - TITRE 4 – Gestion des eaux usées :

Le sol de chaque bâtiment d'élevage ou de stockage de fientes est étanche. Chaque bâtiment dispose pour la collecte des eaux de nettoyage d'un réseau de collecte étanche conduisant à une fosse étanche de 5 000 litres. Ces eaux usées font l'objet d'un enlèvement par une entreprise autorisée à les recevoir.

Constats :

L'équipe d'inspection constate sur site la présence de 3 bâches souples d'un volume total de 700 m³ contenant les effluents aqueux issus de la campagne de décontamination des installations conduite en début d'année 2024.

L'équipe d'inspection rappelle à l'exploitant que conformément à la lettre préfectorale du 22 janvier 2024, il doit proposer à l'Inspection des installations classées les modalités d'élimination des quantités d'effluents issus de la décontamination du site, stockés dans les bâches souples à eau. Le choix sélectionné par l'exploitant devra être respectueux de l'environnement et s'effectuer dans le respect des précautions sanitaires.

L'équipe d'inspection constate également la mise en place effective du dispositif de séchage des fientes dans le respect de l'engagement pris par l'exploitant. (cf point n° 7).

Type de suites proposées : Sans suite